



Conseil européen
Le Président

PRESSE
FR

DISCOURS
EUCO 246/14
PRESSE 578
PR PCE 215
Rome, le 7 novembre 2014

Herman Van Rompuy
Président du Conseil européen
"Un regard vers le passé, un regard vers l'avenir"
Discours prononcé lors de la conférence "Dove va l'Europa" -
"L'état de l'Union"
(Accademia dei Lincei)

C'est un plaisir pour moi de prendre la parole à l'occasion de cette conférence, ici à Rome, au Palazzo Corsini, un temple des arts et des sciences, et devant une assistance aussi relevée. Ces cinq dernières années, je suis venu souvent à Rome, et j'y ai assisté à des réunions mémorables, au Palazzo Chigi, au Quirinal. Mais je suis heureux aujourd'hui de pouvoir m'adresser à une assemblée plus large.

L'Union européenne est en plein renouveau politique. Un nouveau cycle de cinq ans s'ouvre: cette semaine, la nouvelle Commission européenne a été installée; le 1^{er} décembre, le Conseil européen aura un nouveau président: Donald Tusk prendra ma succession. Et je salue aussi la présidence italienne du Conseil des ministres!

2014 est également une année de commémorations: le centenaire de la première Guerre mondiale et, dans deux jours, les 25 ans de la chute du Mur de Berlin, qui a été un événement authentiquement européen tout autant qu'allemand. Le moment se prête donc bien à jeter un regard vers le passé, autant que vers l'avenir.

Pour rester dans l'esprit de notre rencontre, dont le thème est "*Lo Stato dell'Unione*", mes propos resteront assez généraux. Je vous propose trois axes de réflexion.

Tout d'abord, sur la crise économique et la situation de l'économie aujourd'hui.

Ensuite, quelques enseignements pratiques et institutionnels sur la fonction de président du Conseil européen, et notamment sur le rôle qui est le sien en politique étrangère.

Et enfin, troisièmement, une réflexion plus large sur la manière dont l'Europe est ressentie par les gens et sur la manière dont l'Union peut être plus soucieuse du bien-être des citoyens et plus protectrice.

La crise économique et financière est le point de départ obligé pour jeter un regard vers le passé et vers l'avenir. Les cinq prochaines années seront nécessairement influencées par la période que nous venons de connaître. L'Europe a changé. Cette période a été difficile, et parfois carrément pénible. La solidarité entre nos pays a été mise à rude épreuve, mais nous avons surmonté cet obstacle.

La crise de la zone euro nous a fait prendre conscience de notre interdépendance; c'est l'enseignement le plus important à en tirer. Ce qui se passe dans un de nos pays peut concerner tous les autres. Le sort d'un pays de 10 millions d'habitants (comme la Grèce) a des répercussions sur une zone monétaire de 350 millions de personnes, et même sur l'économie de la planète tout entière. Les gouvernements ont pris conscience de cet état de fait, même s'il a fallu pour ce faire quelque temps. Et le grand public aussi l'a découvert, plus tardivement encore, ce qui est bien normal. Nous avons surmonté la menace qui planait sur l'existence même de la zone euro; nous avons gagné cette bataille, en dépit de tous les Cassandre et des spéculateurs!

L'autre enseignement important à tirer de la crise est que, pour faire face à cette interdépendance, nous avons eu, et nous avons toujours, besoin de "plus d'Europe" (et ce besoin est plus criant encore dans la zone euro). Nous devons renforcer l'union économique et monétaire.

La plus grande partie de ce qui s'est fait au cours des dernières années l'a été pour atteindre cet objectif; nous disposons donc, pour l'UEM, d'une architecture incontestablement plus forte aujourd'hui qu'il y a cinq ans.: meilleure surveillance budgétaire et macro-économique; fonds de secours; et, depuis cette semaine, un mécanisme de contrôle de toutes les banques de la zone euro par la Banque centrale européenne. Ce sont les prémices de l'union bancaire, et sans doute l'avancée la plus importante dans l'intégration européenne depuis le lancement de l'euro.

Mais il faudra en faire davantage, notamment en matière de coordination économique. On ne peut pas avoir une monnaie unique et dix-neuf politiques économiques distinctes. Il faut un minimum de convergence.

C'est un de mes regrets. En matière de coordination économique, j'aurais aimé pouvoir aller plus loin que ce qui a pu être fait pendant mon mandat. J'ai fait une proposition, qui n'a toutefois pas recueilli suffisamment de soutien. Mais, si l'on peut refuser des solutions, on ne peut pas nier les problèmes.

Je ne suis donc pas surpris que, dès le mois de décembre, pour le premier Conseil européen que présidera mon successeur, la question se retrouvera sur la table. C'est ce qu'a décidé il y a deux semaines le dernier sommet de la zone euro à se tenir sous ma présidence.

Bien sûr, aujourd'hui, le débat économique a changé de terrain. Il porte sur la croissance, les réformes, la manière dont on peut trouver le bon équilibre, au sein de nos pays et entre eux. La crise économique dure plus longtemps que nous ne l'avions escompté, ou espéré, après le retour de la stabilité financière dans la zone euro à l'automne 2012. Pourquoi?

Si la croissance est asthénique, c'est surtout parce que le potentiel de croissance structurelle, qui est aujourd'hui de l'ordre de 0,5 %, l'est tout autant. C'est le résultat d'un chômage élevé et d'un investissement trop faible. N'oublions jamais que la croissance est la somme de l'augmentation des heures travaillées et de la productivité. La rareté des emplois et la faiblesse des investissements affectent l'une et l'autre. C'est pourquoi un retour "cyclique" de la croissance se heurte très vite à des limites structurelles.

À cela se sont ajoutés des facteurs extérieurs négatifs. L'incertitude géopolitique sape la confiance en Europe, et la performance des BRIC - croissance faible en Russie et au Brésil et plus faible que prévu en Chine - a pesé sur nos exportations et donc sur la croissance de certains de nos pays, tributaire des exportations.

Il ne faut pas rechercher les causes de la faiblesse de la croissance économique du côté de la politique monétaire, qui est fort conciliante. Il ne faut pas les rechercher non plus du côté de la politique budgétaire: l'effet net des budgets sur la croissance a été neutre cette année. Au cours de ces dernières années, l'Europe a fait preuve de flexibilité budgétaire: elle a mis l'accent non pas tant sur les chiffres nominaux des déficits que sur le déficit structurel. En témoignent les délais accordés en 2013 à certains pays pour qu'ils passent sous le plafond des 3 % prévu par le traité de Maastricht.

Il ne faut pas non plus s'en prendre aux réformes structurelles. Elles sont nécessaires dans tous les pays (y compris l'Allemagne). Le monde est en mutation permanente: personne ne peut se reposer sur les efforts accomplis hier ni sur les lauriers cueillis aujourd'hui.

Une des premières priorités est d'améliorer le fonctionnement des marchés du travail. De s'attaquer à la dualité qui existe entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont un emploi assorti d'un contrat ferme et ceux qui ont un emploi précaire ou pas d'emploi du tout, et qui sont très souvent des femmes, des jeunes, des immigrés. Dans bien des pays, cette dualité est le principal facteur qui explique la forte poussée du chômage pendant la crise.

D'autres réformes structurelles essentielles doivent être réalisées dans le marché unique (thème cher au Senatore Monti...), ainsi que dans l'union de l'énergie, le marché numérique et, bien sûr, le domaine de la recherche et l'innovation.

Il y a deux semaines, lors du dernier Conseil européen à se tenir sous ma présidence, les dirigeants se sont félicités de l'intention de la nouvelle Commission de susciter de nouveaux investissements à hauteur de 300 milliards d'euros au cours des trois prochaines années. Les États membres ont, en termes de réformes, mais aussi d'investissements, une grande responsabilité. Et ne l'oublions pas: stimuler les investissements, économiquement parlant, signifie agir à la fois sur la demande et sur l'offre!

La situation économique que nous connaissons est complexe, parce que nous avons non seulement trop peu de croissance, mais aussi une inflation exceptionnellement basse, et plus encore pour les pays de la zone euro que pour les autres États membres. Cela pèse à la fois sur la dette publique et sur la dette privée (qui sont l'une et l'autre trop élevées), et donc sur les investissements.

Aussi, comme je l'ai dit il y a quelques jours au Parlement européen, devons-nous mobiliser des moyens, sans tabous, sans crainte, sans obsessions, sans idéologie, avec un dosage d'objectifs à court terme et d'objectifs à long terme, et en respectant les principes de l'Union économique et monétaire. Tout notre système socio-économique est fondé sur la croissance et l'emploi. Tout le monde en est parfaitement conscient.

Je voudrais ajouter une remarque stratégique. Si nous ne pouvons pas présenter aux gens des résultats tangibles en termes de croissance et d'emploi dans les années à venir..., si nous ne pouvons pas leur apporter la preuve que tous ces sacrifices et tous ces efforts portent leurs fruits..., alors c'est l'idée européenne même qui sera mise à rude épreuve.

Le vote de défiance à l'égard de l'Europe de mai dernier n'empêche pas les institutions de fonctionner. Mais si les gens n'ont pas de perspective, pas d'espoir d'une vie meilleure, les prochaines élections européennes et les élections nationales à venir pourraient devenir désastreuses. L'enjeu est donc de taille. Il faut que nous en soyons bien conscients. Les cinq prochaines années seront aussi déterminantes que ne l'ont été les cinq années qui viennent de s'écouler.

Je crois savoir qu'il y a dans l'assistance de nombreux juristes éminents, praticiens ou professeurs de droit, comme Giuliano Amato (*il Dottor Sottile*) ou Joseph Weiler, avec qui j'ai eu l'occasion de discuter par le passé... J'ai donc pensé qu'il pourrait être intéressant de partager quelques réflexions institutionnelles sur l'expérience qui a été la mienne pendant mon mandat, et sur la manière dont j'ai façonné cette fonction.

Cette fonction était totalement nouvelle, pour moi comme pour tout le monde. J'ai été élu le 19 novembre 2009. Je n'oublierai jamais ce jour. J'avais préparé une déclaration à faire à la presse, dans laquelle j'esquissais ma conception de mon rôle. Il n'est pas sans intérêt de la citer. Il n'est pas si fréquent de pouvoir relire une ancienne déclaration sans avoir à rougir. Voici donc ce que je déclarais: *"Dans une négociation, chaque pays doit sortir vainqueur. (...) Comme président du Conseil européen, je serai à l'écoute de tous, et je veillerai à ce que nos délibérations produisent des résultats pour tous."* J'ai dit aussi: *"On a beaucoup débattu sur le profil du futur président, mais il n'y a qu'un profil possible, celui du dialogue, de l'unité et de l'action."*

Les juristes qui sont dans l'assemblée n'ignorent pas que le traité UE définit le rôle et les missions du Conseil européen et de son président en à peine quelques lignes. Cette instance ne possède pas de pouvoir législatif et n'est pas associée aux décisions concrètes de gestion. C'est essentiellement une instance politique, dont le rôle est de définir la direction générale à suivre. Ou, pour reprendre les termes du traité, de *"donner à l'Union les impulsions nécessaires à son développement"* et de *"définir les orientations et les priorités politiques générales"*.

Cette institution n'a pas vocation à s'occuper de la gestion au jour le jour - les autres institutions de l'UE le font beaucoup mieux dans le cadre éprouvé de la "méthode communautaire" - mais plutôt à passer à l'action lorsque des dossiers particuliers se présentent: changer le traité, arrêter le budget, et aussi, gérer les crises....

En lisant le traité (y compris en creux), vous verrez également que le président du Conseil européen a un mandat assez court (deux ans et demi, renouvelable une seule fois) et n'a ni responsabilité budgétaire, ni administration propre, ni le droit de nommer des collaborateurs, et il a très peu de collaborateurs.

On peut dire que c'est un paradoxe: on estime généralement que le Conseil européen est la plus haute autorité politique dans l'Union, mais la description du poste et les compétences formelles de son président sont assez vagues, voire squelettiques. Beaucoup dépend donc de ce qu'on en fait! En d'autres mots: tout ce qui n'était pas prévu de manière formelle a dû être créé de manière informelle.

Cela commence par quelque chose d'évident: instaurer la confiance. À mon avis, c'est peut-être la mission la plus importante d'un président du Conseil européen. Installer la confiance entre les dirigeants, entre les institutions, entre les pays: c'est là la base du processus politique de prise de décisions. Surtout quand les décisions sont difficiles et quand elles doivent être prises par consensus, comme c'est normalement le cas au Conseil européen.

Comment faire pour instaurer la confiance? En rencontrant des gens, en les écoutant, en tenant compte de leurs avis. J'ai ainsi mis un point d'honneur pendant tout mon mandat à rencontrer tous les membres du Conseil européen dans leurs capitales respectives, en principe une fois par an. En parlant avec les présidents et premiers ministres dans leur cadre de travail - d'Helsinki à Nicosie et de Dublin à Sofia -, on a une bien meilleure idée des véritables préoccupations qui sont les leurs. Et en ayant régulièrement fréquenté les palais gouvernementaux d'autres capitales, je ne peux que constater que la plupart d'entre eux semblent, je ne dirais pas somptueux ou luxueux, mais en tout cas plus beaux que les bureaux de style soviétique que nous avons à Bruxelles!

Tous ces efforts pour construire la confiance ont été payants au moment où on en a eu besoin, au moment des crises. Et nous en avons eu, malheureusement. On pense évidemment à la crise de l'euro et à la situation en Ukraine. Je dirai quelques mots sur le rôle du Conseil européen à chacune de ces occasions.

Il est vrai que l'intervention personnelle des dirigeants nationaux de l'Europe a été très visible au cours de la crise financière et économique - surtout de 2010 à 2012. Cela s'explique par deux raisons évidentes.

D'abord, il y avait beaucoup d'argent en jeu. La crise de la dette publique, comme avant elle la crise bancaire, a obligé à faire appel à l'argent des contribuables. Le budget commun de l'UE est relativement modeste (environ 1 % du PIB), et les institutions de l'Union n'ont donc pas pu, à elles seules, agir de manière décisive. Les États membres ont dû intervenir. Et les montants en jeu étaient tels que, dans la plupart des pays, la décision ne pouvait se prendre qu'au plus haut niveau politique.... dans tous les Palais Chigi et tous les Quirinal que compte l'Union... Il a tout simplement fallu mobiliser des fonds nationaux, et donc associer les dirigeants et les parlements nationaux.

Deuxième raison: en temps de crise, on butte rapidement sur les limites d'institutions fondées sur des compétences attribuées. L'Union ne peut agir que dans des domaines où les gouvernements l'ont ensemble mandatée pour ce faire. Et quand on pénètre en terrain inconnu et qu'il s'agit de fixer de nouvelles règles, le Conseil européen est bien placé pour apporter sa contribution.

Reste que, si nous avons été obligés d'emprunter cette voie "intergouvernementale", tout le travail que nous avons accompli s'est en fait traduit par un renforcement des institutions centrales. La Commission s'est vu attribuer un pouvoir probablement sans précédent pour surveiller les budgets et les politiques économiques (nous le constatons ces semaines-ci ...). Le Parlement a davantage d'influence. Cette semaine, la Banque centrale européenne a commencé à superviser toutes les banques de la zone euro. Ces glissements de compétences doivent évidemment être d'abord approuvés par tous les pays concernés.

Cela m'amène au rôle du Conseil européen dans les affaires étrangères. Alors que les deux, trois premières années ont été dominées par la crise économique, l'attention politique s'est, au cours de l'année écoulée, davantage portée vers le monde qui nous entoure. Et en particulier l'Ukraine, évidemment.

La crise ukrainienne a été et reste la menace la plus grave pour la sécurité européenne depuis la fin de la guerre froide. L'invasion de la Crimée, en mars dernier, a marqué un tournant. L'Ukraine avait bien entendu connu auparavant des événements d'une portée considérable et elle en connaît toujours, mais avec la Crimée une ligne a été franchie. Quand on touche aux frontières, on joue avec la paix.

Début mars, j'ai convoqué une réunion d'urgence sur l'Ukraine. (Ce n'était que le deuxième sommet consacré à un dossier de politique étrangère; le premier avait eu lieu trois ans plus tôt, sur la Libye, et avait lui aussi été très important.)

Lors de la réunion sur l'Ukraine, après l'affaire de la Crimée, le Conseil européen a défini la réponse de l'Union. À destination de l'Ukraine: soutien politique, avec l'accord d'association, et aide pour les réformes. À l'égard de la Russie: sanctions en trois temps pour infléchir son attitude. Nous sommes depuis lors restés fidèles à cette double approche.

Il n'est pas si fréquent que le Conseil européen traite vraiment de politique étrangère. La plupart du temps, les présidents et premiers ministres laissent ce soin à leurs ministres des affaires étrangères (tout comme, en temps normal, ils préfèrent laisser les questions financières à leurs ministres des finances!). Mais quand les choses prennent un tour vraiment politique, quand il s'est agi de la stabilité du continent, de la dépendance énergétique, de sanctions à infliger à la Russie et donc du risque de voir nos économies touchées à leur tour, alors tous les dirigeants nationaux veulent être personnellement associés, et ils l'ont été du début à la fin. Et je ne doute pas qu'avec mon successeur, Donald Tusk, les dirigeants continueront à s'intéresser de près à l'Ukraine tant que cela sera nécessaire. L'accord qui vient d'être conclu pour sécuriser l'approvisionnement énergétique cet hiver est une bonne chose. Le fait que la Russie a reconnu les "élections" dans le Donbass a par contre été un signal très négatif.

Je conclus donc de mon expérience qu'à l'évidence, face à la pression, le Conseil européen est en mesure d'agir. Quand il le faut vraiment, il est possible de faire converger 28 dirigeants, 28 pays. Ce n'est certes pas facile, mais c'est possible. Je m'interroge aujourd'hui pour savoir comment préserver cette capacité d'agir, pour l'Europe, quand il n'y pas de menace de crise immédiate, pas de pression extérieure. Ce sera beaucoup plus difficile.

En tout état de cause, cela dépendra de la Commission européenne et de son sens de l'initiative, et aussi - quoi qu'on puisse en penser - de la capacité de la France et de l'Allemagne, rejointes par d'autres, de trouver des solutions communes. Ce ne sont évidemment que deux des vingt-huit pays de l'Union, mais ils représentent deux modes de pensée politique et économique présents dans l'Union et, s'ils ne se mettent pas d'accord sur une direction commune, les choses deviennent très difficiles.

Leur accord est souvent une condition qui n'est pas suffisante, mais est nécessaire. C'est en tout cas ce que j'ai vécu. Et je laisse volontiers le soin à mon successeur de montrer que j'ai tort!

En parlant de l'Allemagne et de la France..., sans oublier l'Italie et les autres pays, permettez-moi d'évoquer aussi le Royaume-Uni - représenté ici en la personne de Peter Mandelson. Ce sera un des défis cruciaux des cinq prochaines années. Nous devons tout faire pour que l'Union ne se disloque pas. "On est mieux ensemble!"

J'ai l'impression que d'autres États membres sont prêts à écouter, à parler, à négocier s'il le faut, pour autant que les valeurs et principes fondamentaux de l'Union soient respectés.

Je terminerai, dans une troisième partie de mon discours, par quelques réflexions.

Si on regarde les années qui viennent de s'écouler et la situation économique décevante, il est clair que l'"Europe" n'a pas gagné en popularité au fil de la crise, au contraire. C'est pourquoi les cinq prochaines années seront si importantes.

Mais il y a également une crise de la politique en général, à tous les niveaux. On peut même parler d'un malaise général, issu de la crise financière, lié à la manière dont fonctionnent nos économies, à la répartition des richesses, à la charge fiscale, à l'augmentation des inégalités ... Sans parler de la crainte de la mondialisation, des migrations, de la violence des fanatiques.

Bien sûr, il faut préciser que les partis populistes sont apparus dans un certain nombre de pays plusieurs années avant que n'éclatent la crise financière et la crise de l'euro. Nous devons lutter chaque jour pour "transformer la crainte en espoir".

Bien entendu, ce problème revêt également une dimension spécifiquement européenne. Mais à mon avis il ne s'agit pas simplement des institutions et des élections. Plus fondamentalement, il convient de se pencher sur la façon dont les gens perçoivent l'Union et sur la relation qu'ils ont à celle-ci. De voir quelle est leur expérience à ce sujet. Et j'aimerais développer ce point pour conclure.

Je commencerai par un triste constat. Il semble que certains, aujourd'hui, ont le sentiment que l'Europe les prive de pouvoir et qu'ils n'ont plus leur mot à dire - alors que notre Union a précisément été conçue pour les rendre plus forts et leur permettre de se réapproprier leur propre histoire.

Ce désenchantement des citoyens peut s'expliquer - comme je l'ai dit en mai dernier dans un discours à Aachen lorsque j'ai reçu le prix Charlemagne - par le fait que notre Union est perçue avant tout comme un espace et très rarement comme un lieu de vie. L'espace et le lieu de vie ne signifient vraiment pas la même chose. Le lieu de vie est synonyme de protection, de stabilité et d'appartenance. Pour les individus, c'est un chez soi. L'espace au contraire est synonyme de mouvement et de possibilités. Il se définit par la direction, la vitesse et le temps. En tant qu'êtres humains, nous avons besoin des deux: un espace pour voler, et un nid qui nous appartienne. Nous sommes des créatures très simples!

L'Europe a toujours mis l'accent sur l'espace, si on y réfléchit. Dès le début, il s'agissait essentiellement d'éliminer les frontières pour les biens, les travailleurs, les investissements; de permettre aux individus et aux entreprises de bouger, de prendre des initiatives, d'exploiter de nouvelles possibilités. Aujourd'hui encore, et dans des domaines aussi variés que l'énergie, les télécoms ou l'économie numérique, l'objectif est toujours d'ouvrir ces frontières et de créer ce grand espace commun.

Nous n'avons cependant jamais vu l'Europe comme une maison, comme un havre, et nous en payons aujourd'hui le prix. Pendant plusieurs décennies, cela a bien fonctionné. L'ouverture des frontières nous a donné d'énormes possibilités - de travail, d'échanges commerciaux, d'études à l'étranger. Et l'impact de cette ouverture était généralement absorbé par la croissance économique et l'État providence qui se développait en parallèle.

La répartition des tâches pendant toutes ces années était essentiellement la suivante: l'Europe était synonyme d'ouverture; les gouvernements nationaux, synonymes de protection. Personne n'attendait autre chose. Mais les choses ont changé. La mondialisation a mis l'État providence sous pression. La crise a forcé les institutions de l'Union européenne à assumer un autre rôle.

Le résultat: un glissement radical et rapide. Pendant des décennies, l'Europe était synonyme d'ouverture, de libéralisation, de déblocage, d'émancipation, d'empowerment, ... Aujourd'hui, on lui reproche soudain de s'immiscer, de juger, de prescrire, de dicter, de corriger et même de punir... L'Europe qui nous "ouvre" tant de possibilités est à présent perçue par beaucoup comme un "intrus" dont on ne veut pas; l'Europe synonyme de liberté et d'espace est vue comme une menace pour la protection et le lieu de vie.

Nous devons trouver un juste équilibre. Il est vital que l'Europe joue également ce rôle protecteur. Il est urgent que l'Europe soit perçue comme ne profitant pas uniquement aux entreprises, mais également aux travailleurs; pas uniquement à ceux qui "bougent", mais aussi à ceux qui "restent sur place", pas uniquement à ceux qui ont des diplômes et des connaissances linguistiques, mais à tous les citoyens. Les individus ne doivent pas être considérés uniquement comme des consommateurs qui recherchent les produits bon marché et une grande variété de choix, mais également comme des travailleurs qui peuvent voir dans les autres des concurrents pour leurs emplois.

Comment trouver l'équilibre? En matière de protection, les citoyens ont une double attente vis-à-vis de l'Union européenne.

Premièrement, l'Union doit intervenir lorsque se posent des problèmes auxquels les pays ne peuvent faire face seuls en raison de leur trop petite taille. Là où les citoyens veulent réellement que l'Europe défende leurs intérêts et écarte les menaces, c'est sur les questions d'envergure mondiale et transfrontière. Deuxièmement, lorsque les autorités nationales sont le mieux placées pour assurer une prise en charge, l'Union ne doit pas s'en mêler. Il y a en effet des situations dans lesquelles l'Union, précisément en raison de sa taille, doit y aller en douceur. Ne pas perturber, mais respecter les lieux de vie familiers, synonymes de protection et d'appartenance - cela va des choix nationaux en matière de protection sociale aux traditions et aux identités régionales, jusqu'à la production locale de fromages.

De ce point de vue, le message des citoyens à l'égard de l'Union est clair: *"L'Union doit être plus forte sur le plan extérieur et plus soucieuse du bien-être de chacun sur le plan intérieur."* C'est pour moi l'un des grands défis à relever pour regagner la confiance des citoyens dans notre Union. Et je suis convaincu que la nouvelle équipe dirigeante saura s'acquitter de l'importante responsabilité qui l'attend. Je vous remercie. Grazie.
